

## La victoire du oui lors du référendum constitutionnel en Équateur : la fin d'un difficile processus pour Rafael Correa

Matthieu Le Quang\*

L'arrivée au pouvoir de Rafael Correa a chamboulé l'arène politique équatorienne qui n'est plus comparable à ce qu'elle était depuis le retour de la démocratie en 1979. Le pari de Rafael Correa de ne pas s'appuyer sur un parti politique lors des élections présidentielles de 2006, ce qui aurait pu le conduire à une impasse institutionnelle avec un Congrès tenu par l'opposition, a fonctionné surtout grâce à la faiblesse de la droite qui a dû accepter un référendum sur l'instauration d'une Assemblée nationale constituante (ANC). Celui-ci fut un plébiscite pour Correa avec plus de 80% des Équatoriens qui le soutenaient dans sa démarche. En faisant la somme des sièges remportés par son mouvement<sup>1</sup> Acuerdo País et les partis minoritaires de la gauche du champ politique<sup>2</sup>, Rafael Correa peut compter sur une majorité confortable de 90 sièges sur les 130 de l'ANC. Le référendum approuvé par les Équatoriens fixait la durée maximale de l'ANC à huit mois, c'est-à-dire entre le 25 novembre 2007, début des travaux de l'ANC, et le 25 juillet 2008, date à laquelle a été rendue la nouvelle Constitution pour être soumise à un nouveau référendum<sup>3</sup>.

La nouvelle Constitution est le résultat d'un long processus de huit mois. Des tensions sont apparues, petit à petit, au sein du bloc d'Alianza País (AP), dues à sa très grande hétérogénéité, sur certains sujets de société sensibles comme l'avortement. En effet, AP regroupait aussi bien des tendances de centre-droit que des courants d'extrême-gauche liés aux différents mouvements sociaux qui se sont affirmés sur la scène politique nationale dans les années 1990.

Le mode de fonctionnement d'AP et le mode de participation en son sein ont pu paraître opaque à l'ensemble de la société et donnaient l'impression que les décisions venaient du palais de Carondelet (siège du gouvernement) et de la direction nationale de AP<sup>4</sup>. Pourtant, il n'en était pas ainsi. Les réunions, fermées au public et aux différents médias, au début, ne regroupaient que les membres d'AP, puis se sont ouvertes aux autres partis de gauche représentés à l'ANC. Ces réunions fonctionnaient comme des instances de débats et décisions partisanes. On arrivait donc à des accords qui devaient être défendus collectivement par le bloc ensuite lors de la session plénière à l'ANC ce qui évitait la publicisation des tensions qui se trouvaient à l'intérieur du bloc.<sup>5</sup>

Les tensions les plus importantes étaient entre le Président de la République, Rafael Correa, et le Président de l'Assemblée constituante, Alberto Acosta, qui ont abouti à la démission de ce dernier, le 22 juin dernier, parce que, selon lui, il était plus

\* L'auteur est doctorant à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence.

<sup>1</sup> Un mouvement politique se différencie d'un parti politique notamment dans sa structuration plus souple et dans le mode d'adhésion de ses partisans. Dans le cas d'Alianza País, c'est une alliance électorale sur une plateforme programmatique, regroupant divers courants politiques et mouvements sociaux.

<sup>2</sup> Les autres forces progressistes présentes à l'ANC étaient le Mouvement Pachakutik (PK), le Mouvement Populaire Démocratique (Movimiento Popular Democrático, MPD) et la Gauche Démocratique (Izquierda Democrática, ID)

<sup>3</sup> Ceci représente déjà une grande différence avec l'ancienne Constitution de 1998 qui a été faite dans une caserne militaire et qui n'a pas été soumise à l'approbation du peuple.

<sup>4</sup> Appelé aussi « *buro político* ».

<sup>5</sup> Voir Franklin Ramirez Gallegos, « En lo que el poder se rompa. El peso del 28 », 19 septembre 2008, version modifiée de « Las autonomías de la revolución ciudadana », *Le Monde Diplomatique édition latino-américaine*, septembre 2008.

important de faire une Constitution de qualité et donc de donner plus de temps (deux mois) aux membres de l'ANC. Le *buró político* d'AP, suivant la volonté de Correa, pensait de manière plus pragmatique. En effet, l'étude des sondages et de l'opinion publique équatorienne montraient que plus le temps passait, plus la popularité de l'ANC était en baisse chez les Équatoriens. Ils ont donc décidé de suivre le vote du peuple qui avait donné huit mois à l'ANC pour finir ses travaux et préféré éviter un échec électoral lors du référendum plutôt que de rédiger une Constitution parfaite. Avant la démission d'Alberto Acosta, seuls 54 articles avaient été approuvés sur les 444 que devait contenir le texte. À partir de la mise en place du nouveau Président de l'ANC, Fernando Cordero, les 390 articles restants ont été votés en seulement trois semaines.

C'est ainsi que le 25 juillet 2008, Fernando Cordero a remis le texte de la nouvelle Constitution au Président du Tribunal Suprême Électoral, non sans qu'il y ait une série d'affrontements avec la droite<sup>6</sup> et de remises en cause par celle-ci jusqu'au dernier moment. En effet, jusqu'aux derniers jours, des rumeurs faisaient état de possibilités de changements importants de certains articles de la Constitution qui ne plairaient pas à la droite du bloc d'Alianza País. Mais, finalement, ceux-ci se sont ravisés devant l'opposition de beaucoup de députés du bloc, notamment l'aile gauche emmenée par Alberto Acosta. Un changement important a quand même eu lieu : l'intégration du quichua et de la langue shuar dans la Constitution, un revirement de situation dû aux nombreuses protestations du mouvement indigène. Un compromis a abouti à la reconnaissance du quichua (langue majoritaire chez les indigènes du pays principalement parlée dans les Andes) et du shuar (langue d'une population de l'Amazonie) comme « langue officielle du pays en relation d'interculturalité avec l'espagnol » qui reste la seule langue officielle du pays.<sup>7</sup> Les autres langues « ancestrales » sont d'usage officiel pour les nationalités indigènes qui les utilisent et sur le territoire où elles vivent (article 2 de la Constitution équatorienne). Ceci constitue une avancée dans la

<sup>6</sup> La droite a joué un rôle de déstabilisation de l'ANC et a tout fait pour que les débats durent le plus longtemps possible pour que le délai des huit mois ne soit pas respecté.

<sup>7</sup> Beaucoup d'articles ou de notes de conjoncture ont mis en avant la reconnaissance du quichua et du shuar comme langues officielles de l'Équateur au même titre que l'espagnol. Cette lecture de la Constitution est erronée puisque seul l'espagnol reste la langue officielle de l'Équateur. Le quichua et le shuar ne sont reconnus que dans les relations d'interculturalité.

reconnaissance des droits des populations indigènes en Équateur, renforcée par l'approbation d'une des principales revendications du mouvement indigène, l'État plurinational<sup>8</sup>. Cette victoire n'est pour le moment que symbolique puisque le concept d'« État plurinational » comme le définit le mouvement indigène est basé sur l'autonomie des territoires indigènes ce que ne reconnaît pas la nouvelle Constitution.

Cette avancée est une des nombreuses victoires de l'aile gauche d'AP et surtout de son courant indigéniste et environnementaliste emmené par Alberto Acosta, avec l'appui du mouvement Pachakutik. Cette aile gauche a été très active et a eu une véritable influence sur de nombreux articles de la Constitution notamment en ce qui concerne les articles liés à l'économie, à l'environnement, à la participation citoyenne ou aux limites du pouvoir présidentiel.

Le sociologue Franklin Ramirez la qualifie de « post-néolibérale »<sup>9</sup> du fait de changement de cap économique, l'interdiction de la privatisation des ressources stratégiques de l'État (pétrole, gaz, eau, etc.), la récupération par l'État de la planification de la politique monétaire ou encore une prise en compte de la participation citoyenne présente dans tout le texte à travers notamment des mécanismes de démocratie directe (section 4 du titre IV) et participative (par exemple, la création du Conseil de participation citoyenne qui disposerait d'un contrôle social ou les Commissions citoyennes de sélection).

La campagne électorale pour le référendum constitutionnel du 28 septembre a été mouvementée. Les deux camps se sont affrontés très durement en proposant des projets de société mais aussi des visions du monde très différents. D'un côté, il y avait le camp des conservateurs qui percevaient la Constitution comme une menace pour leurs privilèges. De l'autre, le camp du oui était mené par deux fronts unis pour la défense de la nouvelle Constitution mais divisé quant aux politiques du gouvernement.

<sup>8</sup> Voir Matthieu Le Quang, « L'intégration de la plurinationalité dans la Constitution : une victoire pour le mouvement indigène équatorien ? », publié sur le site de l'Observatoire Politique pour l'Amérique latine et les Caraïbes : [www.opalc.org/index2.php?option=com\\_content&do\\_pdf=1&id=410](http://www.opalc.org/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=410)

<sup>9</sup> Entretien réalisé le 22 juillet 2008.

## Les acteurs de la campagne électorale : entre une opposition dispersée et une union sacrée autour du oui

Selon Pablo Ospina, l'Équateur vit « au rythme de l'initiative politique du gouvernement de la *révolution citoyenne* »<sup>10</sup>. Cela est dû à la faiblesse conjoncturelle de la droite équatorienne depuis l'arrivée au pouvoir de Correa et la défaite d'Alvaro Noboa. Toutefois, lors de la campagne électorale pour le référendum, le maire de Guayaquil, Jaime Nebot, s'est imposé comme un opposant crédible à la campagne menée pour le oui. Il n'en reste pas moins que celui-ci ne dispose que d'un ancrage local dans la ville la plus peuplée d'Équateur.

La figure de Nebot a mis en exergue l'affaiblissement général de la droite et plus particulièrement du PRIAN (Partido Renovador Institucional Acción Nacional) de Noboa. Le magnat de la banane a été invisible lors de cette campagne, dans la continuité de son comportement depuis sa démission de l'ANC en mars 2008 parce qu'il ne voulait pas rendre publics, ni déclarer ses revenus comme l'ensemble des membres de l'Assemblée. Le Parti Social-Chrétien (PSC) emmené par le colonel Lucio Gutiérrez, ex-Président de la République déchu de son pouvoir après un soulèvement populaire en 2005, et sa femme, élue à l'ANC, n'a pas su occuper l'espace vide laissé par Noboa et n'a réussi à être influent qu'en Amazonie. Quant à León Roldós du parti RED (Red Ética y Democrática), il n'a réussi à se faire remarquer qu'à travers la plainte qu'il a déposée auprès du procureur général de l'État, Washington Pesántez, concernant les hypothétiques modifications dans la Constitution. En effet, Roldós a voulu profiter des rumeurs des derniers jours de l'ANC pour attaquer le bloc d'AP sur le fait que la Constitution présentée aux Équatoriens n'est pas la même que celle qui avait été votée par l'ANC. Bien entendu, cette plainte n'a rien donné malgré la polémique qui a duré plusieurs jours et qui a bien été relayée par la presse. Le 3 octobre, elle a été archivée par le procureur qui a décidé de ne pas donner suite à cette plainte parce qu'elle ne s'appuyait pas sur des arguments et des preuves tangibles.

Il a donc fallu aller chercher l'opposition dans des cadres partisans non institutionnels. Selon Pablo Ospina, « le plus effectif de l'opposition a fini par se concentrer dans les médias de

*Il a donc fallu aller chercher l'opposition dans des cadres partisans non institutionnels.*

communication »<sup>11</sup>. Ces médias, qui appartiennent à des grands groupes financiers, n'ont jamais été favorables au Président Correa. Pire, ils ont mené une campagne non officielle de délégitimation de la nouvelle Constitution relayant sans cesse, le plus souvent sans les nommer, les arguments de l'opposition. Mais les médias de communication ne bénéficient pas d'une bonne image au sein de la population qui n'a aucune confiance dans les informations qu'ils peuvent rapporter<sup>12</sup>.

Nebot pouvait s'appuyer sur des groupes d'étudiants de l'Université de Guayaquil qui ont manifesté, parfois de manière violente, contre la nouvelle Constitution. Ce bastion conservateur a été le théâtre de véritables batailles de rue entre les

partisans de Correa et les étudiants opposés à ce dernier ce qui a entraîné une grande polémique au cours de la campagne : Nebot accusait le gouvernement de ne pas laisser l'opposition s'exprimer et le gouvernement accusait l'opposition d'utiliser des moyens violents afin de le

discréditer, lui et la campagne électorale. Les étudiants de l'Université de Guayaquil ont essayé d'étendre leur mouvement à d'autres universités mais, malgré l'apparition de certains groupuscules notamment à la PUCE (Pontificia Universidad Católica del Ecuador) de Quito, cela s'est soldé par un échec.

La droite accuse le président Correa d'avoir fait une Constitution à sa mesure et dénonce notamment l'hyperprésidentialisme de celle-ci. Pourtant, elle ne remet pas en cause le présidentialisme qui a toujours été de mise en Équateur<sup>13</sup> mais ce présidentialisme est même limité grâce à trois mécanismes nouveaux : la destitution du Président par l'Assemblée nationale après un vote favorable des deux tiers des membres de l'Assemblée et suivant certaines conditions indiquées dans l'article 132 ; la révocation de son mandat à travers une demande appuyée par au moins 15% des personnes inscrites sur le registre électoral (art.106) ; et lorsque le Président veut destituer l'Assemblée nationale, il remet aussi en jeu son mandat (art. 150). Ces mécanismes de contrôle de l'exécutif, par l'Assemblée nationale et les citoyens, sont

<sup>11</sup> Pablo Ospina, *op.cit.*

<sup>12</sup> Le rôle de contre-pouvoir que devraient avoir les médias joue entièrement quand il s'agit du gouvernement de Correa mais il est biaisé du fait de sa connivence avec le pouvoir économique et les différents régimes au pouvoir avant l'arrivée de la gauche.

<sup>13</sup> Même si les pouvoirs du Président augmentent notamment dans le domaine de la fiscalité, du budget général de l'État et du plan de développement du pays (art. 147). Il possède aussi le droit de dissoudre l'Assemblée Nationale après avis favorable de la Cour Constitutionnelle (art.148).

<sup>10</sup> Pablo Ospina, « Ecuador : al ritmo de la iniciativa política del gobierno de la *revolución ciudadana* », analyse de conjoncture, août 2008, CEP, Quito.

nouveaux dans le régime présidentiel équatorien. Cela devrait éviter l'autoritarisme présidentiel, accusations de certains observateurs et opposants politiques de Correa. On est donc dans un présidentielisme renforcé sans toutefois que l'on puisse parler d'hyperprésidentialisme.

Mais l'opposition la plus influente a été l'Église catholique et plus précisément les hautes autorités ecclésiastiques. Ces Autorités nient s'être immiscées dans la vie politique et affirment avoir simplement voulu éclairer le vote des catholiques. Ils ont reçu l'aide des évangélistes qui étaient eux aussi opposés au texte constitutionnel. Les trois principales caractéristiques de la Constitution contre lesquelles ils luttaient étaient, selon eux, le renforcement de l'emprise de l'État sur les politiques éducatives et l'économie ainsi qu'une définition des droits sociaux et des libertés individuelles ouvrant la voie à une reconnaissance de l'avortement et du mariage homosexuel.<sup>14</sup>

Tous ces secteurs conservateurs se sont opposés à cette nouvelle Constitution mais de manière dispersée. En effet, malgré des arguments communs, les groupes de pouvoir économique traditionnels et autres secteurs d'opinion conservateurs n'ont jamais réussi à monter un front unifié et à mener une campagne commune malgré l'intensité de leurs attaques. Ils se rendaient bien compte que le texte soumis au vote représentait une étape décisive dans le futur processus de transition entamé par l'arrivée au pouvoir de Correa. Ce texte remet en cause les principaux intérêts de ces secteurs conservateurs et une défaite du oui aurait rendu possible une future recomposition de la droite. C'est donc pour cela que la gauche s'est unifiée pour mener une campagne du oui dynamique et populaire.

Après le 25 juillet, l'un des enjeux de la campagne était de savoir si les mouvements sociaux et les secteurs progressistes de la population allaient faire campagne pour le oui. Plus précisément, il s'agissait, pour le gouvernement, de convaincre les différents mouvements sociaux de faire campagne pour le oui. En effet, beaucoup d'organisations jugent que l'Assemblée constituante a manqué d'ambition sur certains points. Par exemple, le

mouvement indigène, représenté par la CONAIE (Confederación de las Nacionalidades Indígenas del Ecuador), s'est battu pour l'adoption de sa principale revendication : l'État plurinational. Si celle-ci a été reprise dans la Constitution, sa définition diffère de celle de la CONAIE. De plus, Marlon Santi, le président de la CONAIE, n'est pas satisfait quant à la reconnaissance du quichua puisque celui-ci militait pour l'usage officiel sans autre condition à côté.

Pourtant, malgré certains ressentiments des mouvements sociaux, Rafael Correa et Alianza País insistaient sur le fait que si le non l'emportait, c'était un retour au système antérieur, avec l'ancien Congrès et donc le jeu de la partitocratie, auquel risquaient d'être confrontés les Équatoriens. Même si beaucoup d'organisations de gauche, écologistes ou féministes ont menacé d'appeler à voter non si leurs revendications n'étaient pas prises en compte, une fois le texte de la nouvelle Constitution divulgué, elles se sont prononcées pour le oui.

L'enjeu, pour elles, était de faire une campagne du oui différente et indépendante de celle de Rafael Correa. Ce dernier est de moins en moins soutenu au sein des mouvements sociaux qui sont critiques par rapport à certaines de ses réformes comme sa volonté de relancer l'extraction minière. Ils lui reprochent, aussi, de ne pas mettre en œuvre les réformes économiques et sociales promises lors de sa campagne présidentielle afin de mettre fin à ce qu'il appelle la « longue nuit néolibérale ».

*Malgré des arguments communs, les groupes de pouvoir économique traditionnels et autres secteurs d'opinion conservateurs n'ont jamais réussi à monter un front unifié et à mener une campagne commune malgré l'intensité de leurs attaques*

Mais, malgré cette contestation grandissante, le projet constitutionnel contenait une grande partie des revendications des différentes organisations sociales, ces dernières (organisations paysannes, indigènes, de femmes, écologistes, religieux, défenseurs des droits de l'homme, mouvements de jeunes, représentants de médias de communication alternatifs, etc.) se sont réunies au sein du front « Unidos/as por el SI y el cambio »<sup>15</sup> (« Unis/es pour le OUI et le changement ») qui a voulu mener une campagne pour le OUI indépendante de celle de Correa. C'est ainsi que de nombreuses réunions ont été mises en place avec parfois la présence d'anciens membres de l'Assemblée constituante

<sup>14</sup> L'avortement et le mariage homosexuel ne sont jamais cités dans la Constitution. Les articles incriminés sont les numéros 43 et 45 dans lesquels l'Église reproche l'absence d'une référence au fœtus. De même pour les articles 67 et 68 où il n'est pas spécifié que le mariage doit se faire entre deux personnes de sexe distinct et où la famille est reconnue « dans ses divers types ».

<sup>15</sup> Voir l'article de Eduardo Tamayo, « Organizaciones sociales se unen por el SI a la nueva Constitución », 12 septembre 2008, [www.cetri.be/spip.php?article831](http://www.cetri.be/spip.php?article831)

appartenant à l'aile gauche d'Alianza País<sup>16</sup>, afin de « socialiser » la Constitution. Avec cette campagne, ils voulaient démontrer leur soutien au projet de « Révolution citoyenne » et leur opposition à la politique menée par le gouvernement<sup>17</sup> qu'ils ont contribué à amener au pouvoir. Comme au Brésil<sup>18</sup>, les relations entre les mouvements sociaux et le gouvernement sont un mélange de soutien et de contestation : on menace de descendre dans la rue ou de faire un soulèvement pour mieux négocier tout en sachant que la solution n'est pas un renversement du gouvernement comme l'Équateur en connaît depuis de nombreuses années<sup>19</sup>. Cependant, la légitimité « populaire » n'est pas donnée au gouvernement mais à un projet politique que Correa doit respecter.

Cette campagne électorale a été fortement suivie et les Équatoriens se la sont appropriée en organisant de multiples réunions politiques, débats sur les places publiques, dans les universités, dans les quartiers, etc. Cette forte participation citoyenne contraste avec la vision habituelle des citoyens en ce qui concerne la politique.<sup>20</sup>

### **Enjeux et résultats du référendum constitutionnel**

Afin de remporter le référendum, le OUI devait avoir 50% plus une voix par rapport au NON, aux votes blancs et nuls. L'indécision était totale puisqu'il était interdit de publier des sondages trois semaines avant le vote. Pourtant, les différents sondages officiels et non publics donnaient le oui

*Une nouvelle fois,  
l'opposition sort encore  
plus affaiblie de ce scrutin  
et va devoir se  
reconstruire avant la série  
d'élections en 2009.*

largement vainqueur avec plus de 57% des voix (avec toutefois de forts pourcentages d'indécis). Donc l'enjeu principal du référendum n'était pas la victoire du oui, qui était quasiment assurée, mais son score puisque, dès le début de la campagne, Rafael Correa avait affirmé sa volonté de dépasser les 60% des votes. Cela dépendait notamment du taux d'abstention et surtout du nombre de votes blancs ou nuls.

Surtout ce qui était vraiment attendu c'était les résultats dans la ville de Guayaquil, fief de Nebot. Celui-ci avait déclaré tout au long de la campagne que sa candidature à la réélection dans la municipalité de Guayaquil dépendrait des résultats dans sa ville. De plus, le grand risque, pour la stabilité de l'Équateur, c'est la volonté de Nebot de mener une opposition frontale contre le gouvernement et de mettre en place une véritable autonomie de la première ville équatorienne en termes de population et de revenu économique. S'il affirmait sa volonté de respecter le vote démocratique populaire, pour lui, cette Constitution est une erreur et Guayaquil doit avoir le droit de mettre en œuvre sa propre politique de développement.

Les résultats du référendum donnent une victoire très nette au OUI avec 64% des voix<sup>21</sup>, le non faisant seulement 28% des votes environ. Correa réussit donc son pari de dépasser les 60% ce qui lui permet de renforcer sa légitimité politique et d'avoir les moyens de mettre en œuvre sa « révolution citoyenne ». Ce bon score du OUI peut s'expliquer par le fait que la grande majorité des Équatoriens, surtout depuis les troubles politiques de 2005 consécutifs à la destitution de Lucio Gutiérrez, était favorable à une nouvelle constitution pour en finir avec l'instabilité politique qui fragilise le pays depuis une dizaine d'années. Une nouvelle fois, l'opposition sort encore plus affaiblie de ce scrutin et va devoir se reconstruire avant la série d'élections en 2009. Pourtant, ces échéances vont arriver trop tôt et il faudra sûrement plus de temps pour que la droite se reconstruise.

Comme lors de dernières élections, tant présidentielles que pour l'ANC, la distribution territoriale du vote ne reflète pas les divisions régionales historiques du pays (Costa/Sierra, Quito/Guayaquil) puisque le oui est majoritaire dans toutes les provinces sauf dans celles

<sup>16</sup> C'est notamment le cas d'Alberto Acosta, ancien Président de l'ANC ou de Monica Chuji qui est sortie depuis d'Alianza País pour s'opposer à la politique du gouvernement de Correa, ainsi que d'autres députés du courant indigéniste et environnementaliste mené par Acosta.

<sup>17</sup> Ces organisations critiquaient autant la politique menée par le gouvernement que la stratégie agressive de communication de Rafael Correa (principalement à travers son émission de radio hebdomadaire du samedi matin) : soit on le soutient et on est avec lui, soit on le critique et on est contre lui. Les nombreuses insultes envers le mouvement indigène en sont l'exemple le plus caractéristique.

<sup>18</sup> Pour une analyse des relations entre l'« espace des mouvements sociaux » et le gouvernement Lula caractérisée par la dichotomie soutien/contestation, voir l'article de Marie-Hélène Sa Vilas Boas, « Soutenir pour mieux contester ? Les mobilisations sociales de l'entre-deux tour de l'élection présidentielle à Brasilia » (*à paraître*)

<sup>19</sup> L'arrivée de Rafael Correa au pouvoir a amené un peu de stabilité politique dans un pays qui a connu six Présidents de la République en dix ans, dont quatre ont été renversés après des soulèvements ou des coups d'État, ainsi que deux Constitutions.

<sup>20</sup> Les Équatoriens sont en majorité favorables à la démocratie mais ont une image négative des hommes politiques et des partis qui sont censés la représenter : corruption, clientélisme, pouvoir personnel, conflits d'intérêt, etc.

<sup>21</sup> Pour les résultats précis au niveau national ainsi qu'aux niveaux des provinces, cantons et autres *parroquias*, voir le site Internet du Tribunal Suprême Électoral : [www.tse.gob.ec](http://www.tse.gob.ec)

d'Orellana et de Napo. En ce qui concerne Orellana, le OUI a reçu le plus de voix mais ne dépasse pas les 50% (46,73% contre 45,87% pour le NON). L'explication de ces résultats pourrait être les tensions qui ont suivi le prolongement de la détention de la gouverneure de cette province en prison alors qu'elle avait été amnistiée le 25 juillet. Le gouvernement a choisi de la libérer trois jours seulement avant le référendum ce qui ne lui a pas été bénéfique au niveau du vote. Quant à la province de Napo, c'est la seule où le NON l'emporte avec 55,43% des voix. Ce résultat démontre l'engrègement politique dont bénéficient encore Lucio Gutiérrez et sa femme dans cette province de l'Amazonie à majorité indigène. La forte campagne menée par ces derniers a été déterminante dans cette zone.

On observe de plus en plus une polarisation de la vie politique en Équateur. Les votes blancs qui ont toujours été une constante importante lors des différentes élections depuis le retour à la démocratie, autour de 8 ou 9% des votes, n'ont pas dépassé 1% des voix (0,75%) lors de ce référendum. Ajouté à cela le nombre de votes nuls, qui avaient été publicisés par plusieurs personnalités dont León Roldós, mais qui n'ont pas fait un pourcentage conséquent (7,23%) voire même plus faible que lors des élections précédentes, cela démontre que chaque Équatorien a voulu se prononcer et prendre parti en faveur ou non d'un processus de changement institutionnel et structurel profond.

Les résultats à Guayaquil sont difficiles à analyser puisque le NON ne dépasse le OUI que de 1,29% mais surtout ni l'un, ni l'autre ne sont majoritaires. Donc le gouvernement analyse ce vote comme étant une défaite de Nebot puisque le NON n'est pas majoritaire dans sa ville et donc ses idées ne sont pas majoritaires alors que, de son côté, Nebot clame sa victoire puisque son objectif était que le OUI ne représente pas plus de 50% des voix. En revanche, on peut noter que le résultat du OUI est quand même une surprise puisque Guayaquil a toujours été un bastion des forces qui se sont opposées au projet de Constitution : le PSC, le PRIAN, le PAN, etc. Les 45,7% obtenus pour le OUI sont significatifs mais il n'y a pas eu à Guayaquil, la polarisation observée dans le reste du pays. Certaines personnes ont soutenu la Constitution mais aiment Jaime Nebot en tant que maire de Guayaquil et d'autres ont voté NON à la Constitution mais sont des opposants de Nebot. Le fait qu'un pourcentage non négligeable de personnes soit en faveur à la fois du gouvernement

au niveau national et de Nebot au niveau de Guayaquil ne permet pas de dire quel camp, celui du OUI ou celui du NON, a gagné.

Pourtant, il va falloir suivre de près la réaction de Nebot et l'analyse qu'il fera du vote pour savoir si l'avenir de Guayaquil se dessinera comme une force d'opposition calquée sur l'exemple des départements de la *Media Luna* en Bolivie<sup>22</sup> et leur volonté d'imposer une forme d'autonomie qui permettrait à ces départements de mener une politique économique libérale et de disposer de leur rente fiscale. Guayaquil va devenir une zone stratégique importante pour les différentes forces politiques du pays et les nombreuses élections du début de l'année 2009 représenteront un test important pour les deux parties en conflit. Le gouvernement et Alianza País vont tout mettre en œuvre pour renverser le rapport de force et gagner ce bastion conservateur.

### **Conclusion**

À l'inverse de la Constitution de 1998, élaborée dans une caserne militaire et non soumise au référendum, la Constitution de 2008 émane du peuple et ouvre de nouvelles perspectives pour l'Équateur ainsi que pour la mise en œuvre d'une série de réformes ayant pour objectif de lutter contre les multiples discriminations et inégalités. Les mouvements sociaux et les secteurs progressistes qui ont appuyé le OUI devront rester vigilants et se convertir en mouvements de « pression » plus qu'en mouvements de « contestation ».

Les enjeux pour le gouvernement seront multiples. Rafael Correa ne va pas pouvoir continuer à gouverner longtemps sur sa seule popularité et sur son charisme. Son attitude envers les mouvements sociaux doit changer et particulièrement avec le mouvement indigène. Si ce dernier est, pour le moment, affaibli depuis son expérience de co-gouvernement avec Lucio Gutiérrez<sup>23</sup>, on peut dire qu'il a encore une capacité de mobilisation sociale, plus particulièrement de mobilisation de la base, des communautés pour des marches ou manifestations ponctuelles. Il continue aussi à avoir

<sup>22</sup> La dénommée « Media Luna » regroupe les départements de Santa Cruz, Tarija, Chuquisaca, Beni et Pando.

<sup>23</sup> Six membres du mouvement indigène au gouvernement de Lucio Gutiérrez en 2003. Malgré des ministères importants, ceux-ci se sont rendus compte qu'ils ne disposaient pas d'une marge de décision importante et ont décidé de démissionner quelques mois plus tard, devant, aussi, le changement de cap politique de Lucio Gutiérrez qui a appliqué, malgré ses promesses, une politique néolibérale.

une influence sur le processus politique actuel. Si Rafael Correa continue à les traiter de façon infantile ou de les insulter<sup>24</sup>, le mouvement indigène pourrait reconstruire sa base plus rapidement et retrouver sa capacité de déstabilisation des gouvernements. Le gouvernement de Correa a tout pour mettre en place une politique progressiste, objectif affiché à travers cette Constitution. Pour cela, il faudra retrouver la confiance des différents mouvements sociaux.

En plus de s'appuyer sur les mouvements sociaux, Correa devra renforcer son parti, Alianza País, afin que celui-ci soit une force de propositions et non une simple chambre d'enregistrement des décisions de son *buró político*. Pour cela, Correa a choisi de se réconcilier avec Alberto Acosta en lui rendant visite le jour du référendum avant d'aller voter. Quelques jours après, Acosta affirmait que Correa devait être le seul à pouvoir se présenter pour l'élection présidentielle qui devrait avoir lieu au début de l'année 2009 tout en ajoutant que, pour désigner les candidats pour les élections législatives et locales, des primaires seront nécessaires. Selon lui, Alianza País doit devenir un exemple de démocratie pour le pays et cela passe par de la transparence dans le choix des candidats. Sans cela, le mouvement hétérogène qu'est Alianza País, au sein duquel les tensions et les divisions pourraient peut-être exploser lors de la campagne électorale pour les législatives, verra sa base électorale et son argument antipartis politiques s'effondrer. L'Équateur entrerait dans une nouvelle phase d'instabilité politique dont il aurait du mal à se relever.

---

<sup>24</sup> Le discours de Correa le 25 juillet 2008, jour de la remise de la Constitution, est représentatif de son attitude face au mouvement indigène, digne des remarques les plus racistes de la société équatorienne d'avant le Soulèvement indigène de 1990.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre d'Études sur l'intégration et la Mondialisation (CEIM).